

AUDIT PMA

Société de Commissaires aux Comptes
Inscrite à la Compagnie Régionale de LYON-RIOM

50 rue du Bon Lait
01750 SAINT LAURENT S/S
Tél. : 06.80.98.55.79

COMITE D'ANIMATION SOCIALE ET CULTURELLE DU SDMIS
du RHÔNE

Rapport du Commissaire aux Comptes
sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024
ASSOCIATION CASC
17 rue rabelais
69003 LYON

AUDIT PMA

Société de Commissaires aux Comptes
Inscrite à la Compagnie Régionale de LYON-RIOM

COMITE D'ANIMATION SOCIALE ET CULTURELLE du SDMIS du RHÔNE
Siège social : 17 rue rabelais – 69003 LYON

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels **Exercice clos le 31 décembre 2024**

A l'assemblée générale du COMITE D'ANIMATION SOCIALE ET CULTURELLE du SDMIS du RHÔNE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association du COMITE D'ANIMATION SOCIALE ET CULTURELLE du SDMIS relatifs à l'exercice de 12 mois clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par votre conseil d'administration le 10 avril 2025 sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux compte relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

En exécution de notre plan de mission, nous nous sommes assurés tout particulièrement de la valorisation des postes du bilan et des opérations d'exploitation du compte de résultat au niveau des recettes et des subventions, ainsi que de leur affectation. Nous nous sommes également assurés de la cohérence des charges de fonctionnement réparties dans les différents secteurs d'activité.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'association

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration de votre association.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou

résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à SAINT LAURENT S/S

Le 2 juin 2025



AUDIT PMA
Commissaire aux Comptes

Emmanuel MEUNIER
Associé

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés	156 573	136 756	19 817	24 515
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acom				
Immobilisations corporelles				
Terrains	957 980	431 158	526 822	541 136
Constructions	5 039 046	3 598 439	1 440 606	1 451 466
Installations techniques, matériel et outillage	214 048	183 861	30 187	30 735
Autres immobilisations corporelles	3 816 924	314 948	3 501 976	3 531 051
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
TIAP & autres titres immobilisés	150		150	150
Prêts	160		160	
Autres immobilisations financières	15		15	8 675
ACTIF IMMOBILISE	10 184 895	4 665 162	5 519 733	5 587 729
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	46 717		46 717	46 022
Avances et acomptes versés sur commandes	848		848	
Créances				
Usagers et comptes rattachés	240 681	2 453	238 228	323 257
Autres créances	391 232		391 232	347 563
Divers				
Valeurs mobilières de placement	5 538 033		5 538 033	5 026 265
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	454 217		454 217	563 794
Charges constatées d'avance	190 487		190 487	105 187
ACTIF CIRCULANT	6 862 214	2 453	6 859 761	6 412 088
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecart de conversion - Actif				
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL DE L'ACTIF	17 047 109	4 667 615	12 379 494	11 999 817

Bilan

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
PASSIF		
Fonds associatifs sans droit de reprise	11 283 266	10 733 052
Ecart de réévaluation		
Réserves indisponibles		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	105 818	105 818
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE	369 036	550 214
Subventions d'investissement	4 976	8 038
Provisions réglementées	4 215	4 215
FONDS PROPRES	11 767 310	11 401 336
Apports		
Legs et donations		
Subventions affectées		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Résultat sous contrôle		
Droit des propriétaires		
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS		
Provisions pour risques	20 000	20 000
Provisions pour charges		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	20 000	20 000
Fonds dédiés sur subventions		
Fonds dédiés sur autres ressources		
FONDS DEDIES		
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts		33 768
Découverts et concours bancaires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		33 768
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	318 760	253 121
Dettes fiscales et sociales	156 688	125 013
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	24 399	75 438
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	92 336	91 141
DETTES	592 184	578 481
Ecart de conversion - Passif		
ECARTS DE CONVERSION		
TOTAL DU PASSIF	12 379 494	11 999 817

Compte de résultat

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	%	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
Ventes de marchandises	1 146 087	20,60	1 214 687	21,30	-68 601	-5,65
Production vendue	3 523 100	63,32	3 422 539	60,01	100 561	2,94
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation	795 640	14,30	967 741	16,97	-172 101	-17,78
Reprises et Transferts de charge	1 199 045	21,55	1 098 705	19,26	100 340	9,13
Cotisations	99 153	1,78	98 180	1,72	972	0,99
Autres produits	14 560	0,26	57 659	1,01	-43 099	-74,75
Produits d'exploitation	6 777 584	121,81	6 859 512	120,28	-81 928	-1,19
Achats de marchandises	115 546	2,08	115 592	2,03	-45	-0,04
Variation de stock de marchandises	-695	-0,01	-2 006	-0,04	1 311	-65,36
Achats de matières premières	41 961	0,75	36 263	0,64	5 698	15,71
Variation de stock de matières premières						
Autres achats non stockés et charges externes	3 718 208	66,83	3 469 974	60,84	248 234	7,15
Impôts et taxes	99 190	1,78	88 911	1,56	10 279	11,56
Salaires et Traitements	800 550	14,39	747 452	13,11	53 098	7,10
Charges sociales	275 480	4,95	247 804	4,35	27 676	11,17
Amortissements et provisions	218 106	3,92	222 476	3,90	-4 370	-1,96
Autres charges	1 304 142	23,44	1 456 876	25,55	-152 734	-10,48
Charges d'exploitation	6 572 488	118,13	6 383 342	111,93	189 146	2,96
RESULTAT D'EXPLOITATION	205 096	3,69	476 170	8,35	-271 074	-56,93
Opérations faites en commun						
Produits financiers	128 288	2,31	70 494	1,24	57 794	81,98
Charges financières	76		7 215	0,13	-7 139	-98,95
Résultat financier	128 212	2,30	63 279	1,11	64 932	102,61
RESULTAT COURANT	333 307	5,99	539 449	9,46	-206 142	-38,21
Produits exceptionnels	93 187	1,67	38 647	0,68	54 540	141,12
Charges exceptionnelles	30 525	0,55	63		30 462	NS
Résultat exceptionnel	62 662	1,13	38 584	0,68	24 078	62,40
Impôts sur les bénéfices	26 934	0,48	27 820	0,49	-886	-3,18
Report des ressources non utilisées						
Engagements à réaliser						
EXCEDENT OU DEFICIT	369 036	6,63	550 214	9,65	-181 178	-32,93
Contribution volontaires en nature						
Bénévolat						
Prestations en nature						
Dons en nature						
Total des produits						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite						
Personnel bénévole						
Total des charges						

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : CASC DU SDMIS

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 12 379 494 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 369 036 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 10/04/2025 par les dirigeants de l'association.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'association se compose de six secteurs d'activité :

- La collecte des dons liés à la distribution des calendriers ;
- Le comité social du Service d'Incendie et secours du département du Rhône et de la Métropole de Lyon ;
- CASC vacances ;
- Le musée issue de la fusion avec l'association des Amis du Musée des Sapeurs-Pompiers Lyon-Rhône avec effet au 1er janvier 2008 ;
- L'ONG APPUI ;
- La formation.

Seule la section formation est soumise à l'impôt sur les sociétés.

Evaluation des contributions volontaires en nature (non comptabilisées) :

- Dix agents sont mis à disposition du CASC par le SDMIS ;
- Bureaux, fluides, entretien des locaux mis à disposition du CASC par le SDMIS ;
- Entretien et renouvellement des postes téléphoniques, bureautiques, photocopieurs et télécopieurs mis à disposition du CASC par le SDMIS ;
- Mise à disposition du musée par le SDMIS d'un bureau et d'un lieu d'exposition ainsi que d'un véhicule renault 5.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Règles et méthodes comptables

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Aménagements des terrains : 8 à 25 ans
- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Agencements des constructions : 5 à 15 ans
- * Installations techniques : 4 à 8 ans
- * Matériel et outillage industriels : 4 à 5 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 8 à 10 ans
- * Matériel de transport : 2 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 3 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 à 10 ans
- * Mobilier : 3 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

L'association pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	150 074	6 499		156 573
Immobilisations incorporelles	150 074	6 499		156 573
- Terrains	948 770	9 210		957 980
- Constructions sur sol propre	3 881 169	122 627		4 003 796
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	1 035 250			1 035 250
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	242 559	10 526	39 038	214 048
- Installations générales, agencements aménagements divers	98 650	38 203		136 853
- Matériel de transport	70 517			70 517
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	237 537	789		238 327
- Emballages récupérables et divers	3 401 717		30 490	3 371 228
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	9 916 168	181 356	69 527	10 027 997
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés	150			150
- Prêts et autres immobilisations financières	8 675	160	8 660	175
Immobilisations financières	8 825	160	8 660	325
ACTIF IMMOBILISE	10 075 068	188 015	78 187	10 184 895

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	6 499	181 356	160	188 015
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	6 499	181 356	160	188 015
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		69 527	8 660	78 187
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		69 527	8 660	78 187

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	125 559	11 197		136 756
Immobilisations incorporelles	125 559	11 197		136 756
- Terrains	407 634	23 524		431 158
- Constructions sur sol propre	2 670 978	104 714		2 775 692
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagement des constructions	793 975	28 773		822 748
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	211 823	11 075	39 038	183 861
- Installations générales, agencements aménagement divers	54 392	12 063		66 455
- Matériel de transport	66 889	1 097		67 987
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	156 088	24 418		180 506
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	4 361 779	205 664	39 038	4 528 406
ACTIF IMMOBILISE	4 487 338	216 862	39 038	4 665 162

Notes sur le bilan

Les opérations s'analysent comme suit :

	Immobilisations Incorporelles	Immobilisations Corporelles	Total
Ventilation des dotations			
Compléments liés à une réévaluation			
Eléments amortis selon mode linéaire	11 197	205 664	216 862
Eléments amortis selon autre mode			
Dotations exceptionnelles			
Dotations de l'exercice	11 197	205 664	216 862
Ventilation des diminutions			
Eléments transférés à l'actif circulant			
Eléments cédés		39 038	39 038
Eléments mis hors service			
Diminutions de l'exercice		39 038	39 038

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 822 575 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	160	160	
Autres	15	15	
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	240 681	238 228	2 453
Autres	391 232	391 232	
Charges constatées d'avance	190 487	190 487	
Total	822 575	820 122	2 453
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Clients fact. à établir action soci	18 335
Clients fact. à établir formation	32 353
Clients fact. à établir musée	10 808
Clients fact. à établir comité soci	4 040
Clients fact. à établir casc vacanc	4 628
Clients fact. à établir appui	5 414
Frs avoirs à recevoir comité social	3 200
Produits à recevoir act. soc.	95 174
Produits à recevoir comité social	59 269
Total	233 221

Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks				
Créances et Valeurs mobilières	8 057	1 244	6 848	2 453
Total	8 057	1 244	6 848	2 453
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		1 244		
Financières			6 848	
Exceptionnelles				

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	10 733 052		550 214		11 283 266
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	105 818				105 818
Report à Nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	550 214	-550 214	369 036		369 036
Situation nette	11 389 084	-550 214	919 249		11 758 119
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	8 038			3 062	4 976
Provisions réglementées	4 215				4 215
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	11 401 336	-550 214	919 249	3 062	11 767 310

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	20 000				20 000
Total	20 000				20 000
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation					
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 592 184 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	318 760	318 760		
Dettes fiscales et sociales	156 688	156 688		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	24 399	24 399		
Produits constatés d'avance	92 336	92 336		
Total	592 184	592 184		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	33 768			
(**) Dont envers les associés				

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
Fourn. fact. non parvenues act.soc.	11 673
Fourn. fact. non parvenues enseig	23 646
Fourn. fact. non parvenues musée	83 889
Fourn. fact. non parvenues comité	28 020
Fourn. fact. non parvenues casc vac	14 236
Fourn. fact. non parvenues appui	301
Congés payés act. soc	969
Congés payés enseignt	4 733
Congés payés musée	769
Congés payés comité soc.	468
Congés payés vacances	502
Congés payés appui	41
Cet action sociale	1 203
Cet enseignement	5 798
Cet musée	764
Cet comité social	442
Cet vacances	508
Salaires à payer enseignt	520
Ch.soc. s/congés payés act.soc.	562
Ch.soc. s/congés payés enseig	2 745
Ch.soc. s/congés payés musée	446
Ch.soc. s/congés payés comité	271
Ch.soc. s/congés payés vac	291
Ch.soc. s/congés payés appui	24
Ch.soc. s/Cet action sociale	698
Ch.soc. s/Cet enseignement	3 363
Ch.soc. s/Cet musée	443
Ch.soc. s/Cet comité social	256
Ch.soc. s/Cet vacances	294
Charges s/salaires à payer enseignt	224
Etat ch. à payer enseignement	11 094
Clients avoirs à établir formation	567
Total	199 759

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Char. constatées d avance act. soc.	150		
Char. constatées d avance enseignt	1 725		
Char. constatées d avance musée	13 929		
Char. constatées d avance comité	64 054		
Char. constatées d avance casc vaca	105 031		
Char. constatées d avance appui	5 598		
Total	190 487		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Prod. constatés d avance comité	42 497		
Prod. constaté d avance casc vacanc	42 839		
Prod. constates d avance appui	7 000		
Total	92 336		

Autres informations

Donations

Compte de Résultat par origine et destination

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	Exercice N 31/12/2024 TOTAL	Exercice N Dont générosité du public	Exercice N-1 31/12/2023 TOTAL	Exercice N-1 Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - Produits liés à la générosité du public				
1.1 Cotisations sans contrepartie				
1.2 Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels	1 140 249	1 140 249	1 226 118	1 226 118
- Legs, donations et assurances-vie				
- Mécénat				
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	87 170	87 170	85 700	85 700
2 - Produits non liés à la générosité du public				
2.1 Cotisations avec contrepartie	99 153		98 180	
2.2 Parrainage des entreprises				
2.3 Contributions financières sans contrepartie				
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	5 654 639		5 544 613	
3 - Subventions et autres concours publics	11 000		14 041	
4 - Reprises sur provisions et dépréciations	6 848			
5 - Utilisations des fonds dédiés antérieurs				
Total	6 999 058	1 227 419	6 968 653	1 311 818
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - Missions sociales				
1.1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme	371 872	63 465	305 390	62 633
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France				
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme	41 479	24 298	25 558	38 966
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger				
2 - Frais de recherche de fonds				
2.1 Frais d'appel à la générosité du public				
2.2 Frais de recherche d'autres ressources				
3 - Frais de fonctionnement	6 189 738		6 059 670	
4 - Dotations aux provisions et dépréciations				
5 - Impôt sur les bénéfices	26 934		27 820	
6 - Reports en fonds dédiés de l'exercice				
Total	6 630 023	87 762	6 418 439	101 598
Excédent ou Déficit	369 036	1 139 657	550 214	1 210 219

Autres informations

B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	Exercice N 31/12/2024	Exercice N	Exercice N-1 31/12/2023	Exercice N-1
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - Contributions volontaires liées à la générosité du public				
Bénévolat				
Prestations en nature				
Dons en nature				
2 - Contributions volontaires non liées à la générosité du public				
Bénévolat				
Prestations en nature				
Dons en nature				
3 - Concours public en nature				
Prestations en nature				
Dons en nature				
Total				
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - Contributions volontaires aux missions sociales				
Réalisées en France				
Réalisées à l'étranger				
2 - Contributions volontaires à la recherche de fonds				
3 - Contributions volontaires au fonctionnement				
Total				